



The African Women's
Development and
Communication Network



Inébranlable. Sans remords. Incontournable.

Les féministes redéfinissent l'avenir de l'Afrique

Rapport annuel 2024

© FEMNET 2024

Pour obtenir une copie de ce rapport, veuillez contacter :

Réseau africain pour le développement et la communication des femmes (FEMNET)

Parklands, Off Kolobot Road, Next to Forest Plaza,

PO Box 54562 -00200, Nairobi, Kenya

Téléphone : +254 725766932 (appels uniquement)

admin@femnet.or.ke

www.femnet.org

 FemnetSecretariat  FEMNET1  @femnetprog  FemnetSecretaria

Équipe de rédaction :

Maureen Akinyi, Coordinatrice MEL

Rozinah Nthenya, Responsable MEL

Dianarose Odhiambo, Responsable de la communication

Maureen Olyaro, Responsable des programmes et des politiques

Rachel Kagoiya, Consultante

Références des photos: Bibliothèque de photos de FEMNET

Conception et mise en page: Charles Kijana

Table des matières

À propos de FEMNET	04
Abréviations	05
Réflexions de la présidente du conseil d'administration et de la directrice exécutive de FEMNET	06
En bref : la présence catalytique et l'héritage intergénérationnel de FEMNET	08
Solidarité féministe: vers un réseau féministe panafricain inclusif, influent, solide et diversifié pour un changement transformateur	12
Revue de Pékin+30: s'unir dans la solidarité, préserver nos acquis, amplifier nos voix	12
L'Afrique bouleverse la CSW68: retrouver la dignité des femmes et des filles africaines	14
Que voulons-nous ? La justice climatique MAINTENANT ! Co-diriger les solutions climatiques	17
Changement de pouvoir: bouleverser le pouvoir orthodoxe et les systèmes, structures et processus oppressifs	19
La création du mécanisme de dialogue inclusif entre l'UE et les OSC	19
Repolitiser les agendas féministes dans les politiques et les pratiques	20
Faits marquants des espaces de plaidoyer politique plus stratégiques en 2024	24
Amplifier les voix: redonner aux femmes et aux filles africaines leur pouvoir d'action et leur leadership	27
Connaissances et sagesse féministes	30
Compétences numériques et campagnes stratégiques en ligne de FEMNET en 2024	31
Âme féministe panafricaine: faire de FEMNET un réseau dynamique et doté de ressources suffisantes, fondé sur les principes panafricains et féministes	32
Leçons apprises au fur et à mesure que nous avançons	33
État financier	34

À propos de nous

Nous sommes FEMNET

Nous sommes audacieuses. Nous sommes présentes. Nous agissons.

Nous sommes un mouvement collectif de féministes panafricaines.

Nous facilitons et coordonnons le partage d'expériences, d'informations et de stratégies pour la promotion des droits humains entre les féministes, les militantes et les organisations de défense des droits des femmes en Afrique.

Nous disposons d'outils et d'une expertise affinés au cours des trois dernières décennies pour l'organisation collective, l'influence politique et le plaidoyer, la communication stratégique, le renforcement des capacités ainsi que la solidarité féministe et la construction de mouvements.

Nous nous exprimons sans complexe et nous nous opposons collectivement aux structures de pouvoir qui perpétuent les inégalités entre les sexes.

Nous continuons à soutenir le mouvement des femmes africaines afin de permettre aux femmes et aux filles, dans toute leur diversité, de revendiquer, d'affirmer et d'utiliser efficacement leur pouvoir collectif pour mettre fin à toutes les formes d'exclusion, d'oppression, d'exploitation et d'injustice à leur égard.



Notre Vision est de voir « les femmes et les filles africaines s'épanouir dans la dignité et le bien-être, libérées de l'oppression et des injustices patriarcales et néolibérales ».



Notre Mission est « de mobiliser les femmes africaines pour parvenir à l'égalité des sexes et à la réalisation des droits des femmes et des filles à tous les niveaux ».



Abréviations

AACJ	Africa Activist Climate Justice
AFMA	African Feminist Macroeconomics Academy
AGECS	Advancing Gender Equality through Civil Society
AMI	Alternative Mining Indaba
ARFSD	Africa Regional Forum on Sustainable Development
AU	African Union
AWDF	African Women's Development Fund
AWID	Association for Women's Rights in Development
BMZ	German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development
BPfA	Beijing Platform for Action
CAP	Common Africa Position
CBO	Community-Based Organization
COP	Conference of the Parties (UN Climate Change Conference)
CSE	Comprehensive Sexuality Education
CSEM	Civil Society Engagement Mechanism
CSO	Civil Society Organization
CSW	Commission on the Status of Women
DRC	Democratic Republic of the Congo
EM2030	Equal Measures 2030
EU	European Union
FEMNET	The African Women's Development and Communication Network
GIMAC	Gender Is My Agenda Campaign
HLPF	High-Level Political Forum
IDM	Inclusive Dialogue Mechanism
IIAGE	Influencing Inclusive Access to Girls' Education
MCA	Member of County Assembly
META	Meaningful Engagement for Transformative Action
MHMR	My Health My Right
MOFA	Ministry of Foreign Affairs (Netherlands)
RMNCAH	Reproductive, Maternal, Newborn, Child and Adolescent Health
SDGs	Sustainable Development Goals
SDRs	Special Drawing Rights
SRHR	Sexual and Reproductive Health and Rights
SYWP	Sauti ya Wanawake Pwani
ToT	Training of Trainers
TVET	Technical and Vocational Education and Training
UN	United Nations
UNEA	United Nations Environment Assembly
UNFCCC	United Nations Framework Convention on Climate Change
UN Women	United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women
WGC	Women and Gender Constituency
WPP	Women's Political Participation
YSB	Youth Sounding Board

Réflexions de la présidente du conseil d'administration et de la directrice exécutive de FEMNET



Dr. Amany Asfour,
présidente du conseil
d'administration de FEMNET

« FEMNET a continué à élaborer et à réclamer des solutions transformatrices qui placent les droits des femmes et le leadership féministe au cœur du programme de développement de l'Afrique »

2024 a été une année difficile pour les femmes et les filles africaines dans toute leur diversité. Les effets des crises multiples se sont encore intensifiés, renforcés mutuellement de gauche, de droite et du centre par les structures existantes du capitalisme, du patriarcat, du colonialisme, du racisme et des idéologies conservatrices anti-droits en plein essor. Des conflits en République démocratique du Congo, au Soudan, au Sahel, au Cameroun, au Mozambique et en Éthiopie aux tempêtes alimentaires, climatiques et économiques, en passant par la réduction constante des libertés civiles et les coupes budgétaires massives, les femmes et les filles africaines ont continué à supporter le plus lourd fardeau des inégalités croisées.

Pourtant, contre toute attente et malgré les innombrables défis, les femmes et les filles africaines ont continué à remodeler et à transformer le continent, sans se laisser abattre, sans s'excuser, sans se laisser arrêter. Sans aucun doute, elles se sont accrochées à leur pouvoir collectif, ont renforcé les mouvements populaires et amplifié la voix des femmes, depuis les foyers jusqu'aux tables de décision nationales, régionales et mondiales, exigeant la justice, le changement des systèmes, la paix et la responsabilité. Grâce à une action collective, FEMNET a continué à façonner et à réclamer des solutions transformatrices qui placent les droits des femmes et le leadership féministe au centre du programme de développement de l'Afrique. En effet, depuis des décennies, les féministes ont rédigé et fourni des analyses approfondies qui montrent que pour résoudre une crise, il faut analyser et proposer des solutions qui examinent le pouvoir, remettent en question et contestent les dynamiques de pouvoir existantes, et qui doivent être centrées sur l'intersectionnalité, le pouvoir du peuple et la responsabilité. Les voix, le pouvoir et l'action des communautés de première ligne doivent conduire à des solutions.



Memory Kachambwa,
directrice exécutive de FEMNET

« Le leadership catalyseur et l'héritage intergénérationnel de FEMNET ont continué à façonner les programmes féministes régionaux et mondiaux tout au long de l'année ».

Une analyse féministe des systèmes et des transformations structurelles est fondamentale pour lutter contre et démanteler des décennies de colonialisme persistant, de discrimination patriarcale et d'inégalités, d'injustices et d'exploitations capitalistes qui continuent de rendre la réalisation des droits des femmes et des filles difficile et irréalisable.

En tant que réseau féministe panafricain, FEMNET continue d'être inspiré et guidé par la Charte féministe africaine, qui rappelle avec force l'importance d'adopter les féminismes africains : « **En nous qualifiant de féministes, nous politisons la lutte pour les droits des femmes, nous remettons en question la légitimité des structures qui maintiennent les femmes et les filles dans un état de soumission, et nous développons des outils d'analyse et d'action transformateurs.** »

L'année 2024 a été marquée par la commémoration du 30e anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Pékin, du 25e anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies et du 10e anniversaire de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (ODD).

Le leadership catalyseur et l'héritage intergénérationnel de FEMNET ont continué à façonner les programmes féministes régionaux et mondiaux tout au long de l'année. FEMNET a renforcé son rayonnement et son rôle en tant que rassembleur féministe panafricain et catalyseur de transformation, travaillant dans 46 pays africains et au sein de la diaspora. Grâce à un plaidoyer stratégique, à des rassemblements féministes et à une mobilisation intergénérationnelle, le réseau a fait progresser des priorités clés en matière de justice économique, d'action climatique, de santé et de droits sexuels et reproductifs (SDSR), de leadership féministe et de gouvernance politique.

Fondées sur la solidarité et l'intersectionnalité, les interventions de FEMNET reflétaient un double engagement : transformer les structures du pouvoir et ancrer les mouvements féministes afin de mener cette transformation.

2024 marque la moitié du plan stratégique décennal (2020-2029) de FEMNET). FEMNET a fait de grands progrès en travaillant sur ses cinq domaines thématiques dans toute la région. Nous avons également mené une politique délibérée de recrutement et de développement de nos adhésions. FEMNET a veillé à amplifier les voix dans les espaces de plaidoyer clés grâce à ses activités phares, notamment les réunions African Disrupt et CSW, la COP féministe et les festivals pour les filles. Au cours de cette période, nous avons assuré un renforcement continu des capacités grâce à des activités clés de renforcement des capacités, notamment l'AFMA et la Climate Academy, ainsi que d'autres formations dans le cadre de projets. FEMNET a également travaillé sur des publications clés tout au long de la période et a participé à des campagnes et des questions de plaidoyer importantes. Nous avons participé à l'anniversaire de Maputo @20 et avons largement dirigé les OSC dans le processus africain de Pékin +30 en Afrique.

Nous exprimons notre profonde gratitude et rendons hommage à tous les membres du FEMNET représentant les 46 pays d'Afrique, à nos partenaires financiers, à nos alliés des mouvements communautaires et à nos camarades des organisations de la société civile en Afrique et dans le monde, ainsi qu'aux partenaires de développement travaillant dans les médias, le secteur privé, la recherche et le monde universitaire. Votre soutien est véritablement sans égal.

Ce rapport annuel présente quelques-unes de nos réalisations collectives, accomplies avec vous tous !

En solidarité et en sororité.

Dr. Asfour Amany,
Chairperson, FEMNET Board

Memory Kachambwa,
FEMNET's Executive Director

En bref : la présence catalytique et l'héritage intergénérationnel de FEMNET



La délégation kenyane participe aux célébrations de Pékin +30 au siège de l'Union africaine à Addis-Abeba, en Éthiopie. L'équipe a pris part à des dialogues de haut niveau et à des consultations régionales en faveur de l'égalité des sexes, du leadership féministe et des progrès collectifs de l'Afrique vers la pleine réalisation du Programme d'action de Pékin.

En 2024, forte d'une base dynamique de plus de **800 organisations et individus membres**, FEMNET a continué à approfondir et à consolider sa présence dans 46 pays africains, renforçant ainsi son identité panafricaine et féministe. Tout au long de l'année, le réseau a continué à remettre en question et à transformer les structures du pouvoir, à amplifier la voix collective et l'action des femmes et des filles africaines et à bâtir une organisation résiliente, guidée par des valeurs et dotée d'une **ÂME**.

Dans les cinq domaines thématiques prioritaires définis dans le plan stratégique 2020-2029, le FEMNET a poursuivi sa mission avec un élan renouvelé, touchant 15 217 personnes grâce à des efforts audacieux de plaidoyer, de renforcement des capacités et de création de mouvements.

Nos Empreintes

10K+

Femmes et filles africaines atteintes, mobilisées et informées sur les droits des femmes (année en vigueur)

843

FEMNET Organisation actuelle et membres individuels

50

Pays africains comptant des membres de FEMNET

33

Des années de plaidoyer et d'impact sur la vie des femmes et des filles africaines

12

Espaces de plaidoyer régionaux et mondiaux influencés annuellement

Partenariats influents: FEMNET a mis en œuvre un total de **19 projets** à fort impact, conçus conjointement et soutenus par des partenaires financiers tels que l'Union européenne (UE), le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas (MOFA), ONU Femmes, Co-Impact, le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), le Fonds de développement des femmes africaines (AWDF), la Fondation Aga Khan, la Fondation Hewlett, Christian Aid et Plan International, entre autres. Au niveau local, FEMNET a encouragé l'action féministe dans **47 comtés du Kenya**, en travaillant avec les communautés pour lutter contre les inégalités, défendre les pratiques de justice de genre et favoriser un changement inclusif mené par les communautés.

Les collaborations stratégiques et solidaires sont restées la pierre angulaire du travail de FEMNET. Nous avons noué **63 partenariats dynamiques** avec un large éventail d'acteurs, allant d'organisations de défense des droits des femmes à des mouvements menés par des jeunes, en passant par des médias et des organismes intergouvernementaux. FEMNET a notamment renforcé son influence mondiale grâce à des partenariats fructueux avec des institutions multilatérales telles que ONU Femmes et l'Union africaine, garantissant ainsi que les priorités féministes africaines soient prises en compte dans les cadres mondiaux et régionaux en matière d'égalité des sexes.



Grâce à l'initiative « Influencer l'accès inclusif à l'éducation des filles » (IIAGE), FEMNET continue de défendre l'égalité des chances en matière d'éducation pour les filles à travers l'Afrique, en plaidant en faveur de politiques et de programmes qui éliminent les obstacles et garantissent que chaque fille puisse s'épanouir à l'école et au-delà.

Agence et leadership des femmes et des filles africaines dans les espaces politiques : La voix de FEMNET est restée forte dans les sphères politiques en 2024, s'engageant activement dans **35 espaces** de plaidoyer clés aux niveaux national, régional et mondial, amplifiant les priorités des femmes et des filles africaines et touchant plus de **11 000 personnes**. Au Conseil des droits de l'homme à Genève, de jeunes femmes africaines soutenues par FEMNET ont fait des déclarations audacieuses sur la justice climatique, les droits numériques et l'inclusion. FEMNET a également obtenu un siège au comité directeur du nouveau Mécanisme d'engagement de la société civile (CSEM) de l'UA et de l'UE, renforçant ainsi l'influence de la société civile africaine dans les processus de partenariat birégionaux. En outre, la participation à des espaces mondiaux tels que le Forum 2024 de l'Association pour les droits des femmes dans le développement (AWID), la sixième session de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (UNEA-6) et le Forum social mondial a encore renforcé le rôle de FEMNET dans l'élaboration de la justice économique féministe et la défense des politiques mondiales. Tous ces différents engagements ont servi de plateformes stratégiques pour affirmer l'autonomie et le leadership des femmes et des filles africaines, qui ont courageusement rendu visibles leurs réalités vécues, remis en question les inégalités structurelles et négocié l'inclusion de leurs priorités dans les processus. Ces forums ont également constitué un espace d'apprentissage pratique, permettant aux organisations de la société civile, en particulier aux organisations de défense des droits des femmes, d'acquérir des outils et des connaissances essentielles en matière de plaidoyer, ainsi que d'élargir leurs réseaux régionaux et mondiaux. Grâce à ces engagements stratégiques et interconnectés, un mouvement féministe plus fort, plus visible et plus inclusif a continué à émerger, fondé sur un objectif commun, une solidarité collective et un engagement sans faille à repenser le pouvoir et la justice dans une perspective féministe africaine.



Lors de la Journée internationale de la femme au siège de l'Union africaine à Addis-Abeba, les filles et les jeunes femmes du consortium She Leads ont fait entendre leur voix en lançant un appel puissant en faveur de l'inclusion et de l'égalité. Autrefois marginalisées, leurs perspectives remodelent aujourd'hui les débats à travers le continent, affirmant qu'investir dans les filles et les jeunes femmes n'est pas un acte de charité, mais un impératif stratégique pour l'avenir de l'Afrique.

Apprentissage et développement des capacités: En 2024, 308 personnes au total, parmi lesquelles des représentants de la société civile, des filles et des jeunes femmes, des journalistes et des femmes leaders, ont bénéficié d'un large éventail d'initiatives de renforcement des capacités visant à améliorer les compétences en matière de plaidoyer pour le leadership féministe

afin de faire progresser l'égalité des sexes et l'expertise technique dans les domaines suivants : justice économique et droits économiques, justice climatique, leadership transformateur des femmes, élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles, et santé et droits sexuels et reproductifs.

Grâce à des formations telles que la réunion annuelle d'évaluation et de renforcement des capacités de l'Africa Activist Climate Justice (AACJ), les participants ont acquis une meilleure compréhension des concepts de justice climatique et de genre, tandis que la formation en communication et plaidoyer de l'AACJ a permis une collaboration transnationale sur les campagnes en faveur des énergies propres, amplifiant ainsi l'influence féministe sur le discours politique. Les journalistes ont été formés à reformuler les récits africains sur le changement climatique, à accroître la visibilité médiatique et à créer une base de données solide sur les journalistes spécialisés dans la justice climatique. En outre, les sessions virtuelles d'engagement médiatique pour les filles et les jeunes femmes au Kenya, en Ouganda, en Éthiopie, au Mali, en Sierra Leone, au Ghana et au Liberia dans le cadre du programme She Leads ont amélioré les compétences en matière de plaidoyer et la collaboration transfrontalière, mettant en lumière les questions de genre sur les plateformes mondiales. Les sessions de plaidoyer fondées sur les données organisées par EM2030 ont institutionnalisé l'utilisation stratégique des données parmi les jeunes défenseurs de l'égalité des sexes. Les formations sur mesure proposées par FEMNET aux femmes élues, aux organisations de base œuvrant pour les droits des femmes et aux hommes alliés ont donné des résultats concrets, notamment des plans d'action politiques, un renforcement de la budgétisation sensible au genre et une participation électorale accrue au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda. Les prestataires de soins de santé en Ouganda et au Nigeria ont été formés pour fournir des services de santé sexuelle et reproductive plus inclusifs, tandis que les sessions de formation des formateurs en Guinée-Bissau ont permis aux organisations de la société civile de mener efficacement des actions de plaidoyer au niveau local. Collectivement, ces initiatives reflètent l'engagement de FEMNET à approfondir l'écosystème de plaidoyer et à faire progresser le changement transformateur en matière de genre grâce à un renforcement intentionnel et soutenu des capacités.



En janvier 2024, alors que l'année venait de commencer, FEMNET s'est jointe à des milliers de féministes et de militantes dans les rues de Nairobi, au Kenya, pour défiler, scander des slogans et brandir des banderoles en signe de solidarité et pour réclamer justice, responsabilité et la fin des féminicides - #EndFemicideKe. Tout au long de l'année, l'augmentation des cas de féminicides et de violences sexistes dans différents pays d'Afrique a constamment rappelé les normes sociales profondément enracinées et les inégalités systémiques qui continuent de menacer la vie et la sécurité des femmes à la maison, sur leur lieu de travail et dans leurs communautés, partout ! À chaque fois !

Solidarité féministe

Vers un réseau féministe panafricain inclusif, influent, solide et diversifié pour un changement transformateur



Délégation FEMNET à l'Union africaine à Addis-Abeba, en Éthiopie, lors des célébrations de Beijing+30. L'événement, organisé sous le thème « S'unir dans la solidarité, préserver nos acquis, amplifier nos voix », a réuni des leaders féministes et des militantes de tout le continent afin de réfléchir aux progrès accomplis, de partager leurs expériences et d'élaborer des stratégies pour faire avancer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en Afrique.

Examen de Pékin + 30 : s'unir dans la solidarité, préserver nos acquis, amplifier nos voix

Le continent était en effervescence avec les consultations et les réflexions sur l'examen Beijing+30, un moment pour évaluer les progrès réalisés depuis la quatrième Conférence mondiale sur les femmes à Pékin en 1995, où la Déclaration et le Programme d'action de Pékin (BPfA) ont été adoptés par 189 gouvernements. L'examen a porté sur la mise en œuvre du PDF et sa contribution à la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, en mettant l'accent sur les défis persistants et la voie à suivre pour concrétiser la promesse de Pékin, qui s'aligne sur l'ambitieux Programme de développement durable à l'horizon 2030 (ODD). Oui, des progrès significatifs ont été réalisés, mais il est triste et inacceptable que, trois décennies plus tard, la promesse de Pékin reste une illusion lointaine pour des millions de femmes et de filles à travers l'Afrique.

Avec le soutien de partenaires tels que ONU Femmes, FEMNET a joué un rôle central et facilité quatre consultations sous-régionales d'OSC au Ghana, au Mozambique, au Kenya et au Cameroun,

et co-organisé cinq consultations de jeunes. FEMNET a ainsi pu mobiliser et impliquer des représentants de 46 pays africains dans ce processus. Le point culminant a été les consultations régionales des OSC et des jeunes et les engagements pris avec l'ONU et l'UA à Addis-Abeba, en Éthiopie.

Ces consultations ont directement touché 3 136 participants, garantissant la diversité des voix, en particulier celles des jeunes, et ont directement influencé les recommandations politiques, les priorités régionales et les stratégies de plaidoyer pour un avenir plus équitable, durable et respectueux de l'égalité des sexes en Afrique. FEMNET a consolidé [les recommandations](#) issues des consultations continentales qui ont alimenté la Position commune africaine (PCA) sur [la CSW 69 sur Pékin+30](#) et [le rapport parallèle des OSC sur Pékin+30](#), qui ont mis en évidence la situation, les défis et les principales recommandations pour des actions coordonnées, audacieuses et transformatrices visant à tenir la promesse de l'Afrique en matière d'égalité des sexes.

« La Déclaration de Pékin était un point de départ, pas une ligne d'arrivée. Notre tâche consiste désormais à construire de manière urgente, collective et irréversible sur ces fondations jusqu'à ce que chaque femme et chaque fille africaine puisse revendiquer son droit de vivre, de diriger et de s'épanouir. »

Memory Kachambwa, FEMNET

Aperçu de la position commune de l'Afrique et des dialogues mondiaux éclairés.

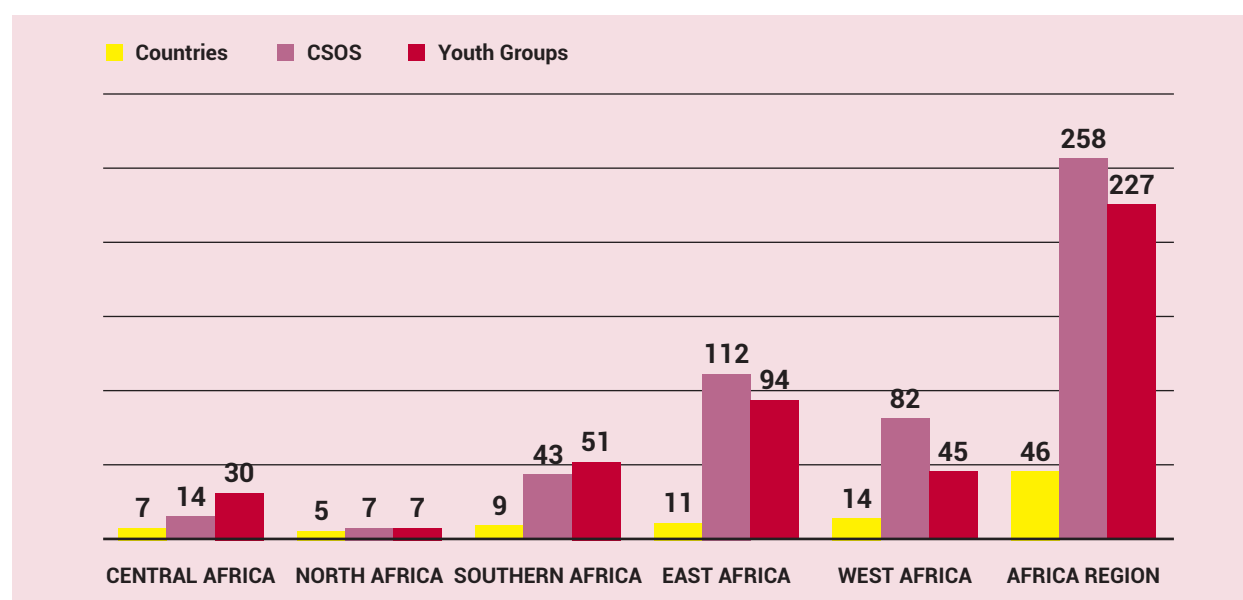


Figure 1: Représentation régionale de Pékin +30

Africa Disrupt CSW68: Réclamer la dignité des femmes et des filles africaines



Les femmes africaines continuent de se heurter à des obstacles économiques, liés à l'immigration et aux capacités, qui limitent leur participation aux espaces décisionnels mondiaux tels que la Commission de la condition de la femme (CSW). Africa Disrupt CSW, dirigé par FEMNET, représente une réponse féministe collective à ces espaces civiques en déclin, garantissant que les voix, les priorités et le leadership des femmes africaines restent visibles et influents lors des sessions annuelles de la CSW à New York.

« Accélérer la réalisation de l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et filles en luttant contre la pauvreté et en renforçant les institutions et le financement dans une perspective de genre »

FEMNET a continué à renforcer son engagement et a veillé à ce que les voix des femmes et des filles africaines soient organisées, unifiées, présentées et amplifiées lors de [la 68e session annuelle de la Commission de la condition de la femme \(CSW68\)](#) grâce à sa quatrième initiative Africa Disrupt CSW68. Nous avons rassemblé 139 femmes et filles pour plaider en faveur de politiques qui ne se contentent pas de préserver les acquis du passé, mais qui nous propulsent encore plus loin vers la justice de genre, aboutissant à [la Déclaration de Yaoundé de la CSW68](#). La CSW68, la plus grande réunion annuelle des Nations Unies sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, s'est tenue en mars 2024 sous le thème prioritaire « **Accélérer la réalisation de l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et filles en luttant contre la pauvreté et en renforçant les institutions et le financement dans une perspective de genre** ». Lors de la CSW68, des gouvernements, des organisations de la société civile, des experts et des militants du monde entier se sont réunis pour convenir de mesures et d'investissements susceptibles de mettre fin à la pauvreté des femmes et de faire progresser l'égalité des sexes.

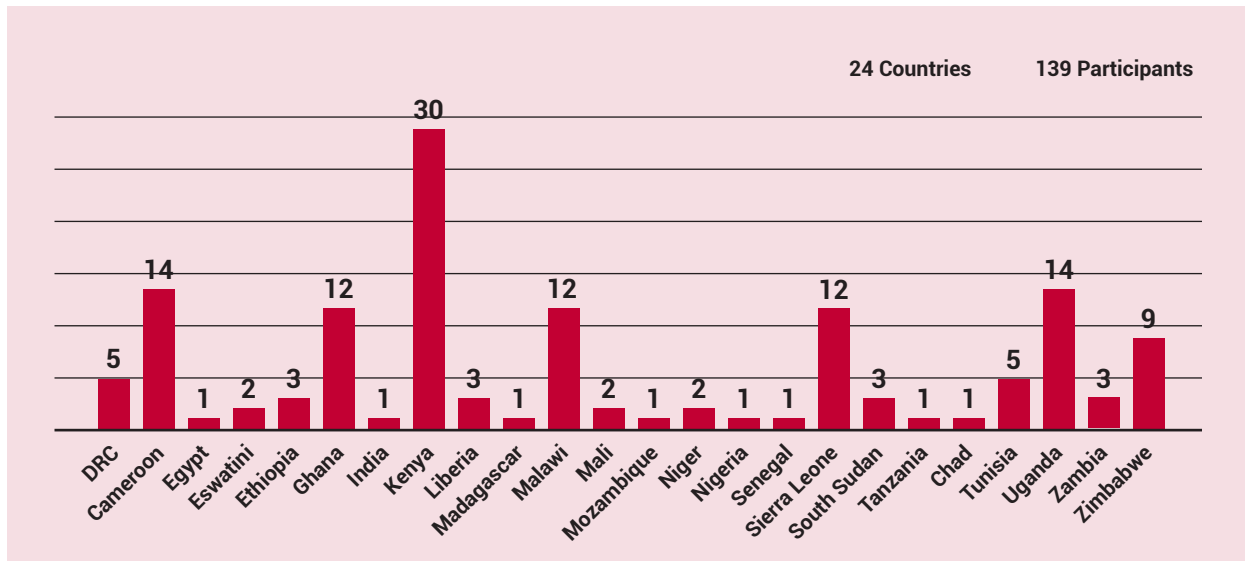


Figure 2: Participation des pays à la CSW68

CSW68 African Women and Girls' Demands

#Femonomics #AfricaDisruptCSW68 #CSW68

During the 3rd Africa Disrupt¹ convened by the African Women's Development and Communication (FEMNET) and NGO-CSW Africa members² in Yaoundé, Cameroon from the 20th – 22nd February 2024; Pan-African feminists, economic justice activists, community leaders, movement builders and gender justice advocates are **STANDING IN SOLIDARITY WITH** African women and girls across the continent, and **CALLING ON AFRICAN GOVERNMENTS TO INVEST IN WOMEN** and **ACCELERATE PROGRESS** in the continent by demanding for the following during the CSW68 deliberations taking place in New York from 10th – 22nd March 2024;

On Addressing Poverty:

1. Implementation of targeted poverty alleviation programs that prioritize the felt needs and rights of African women and girls, particularly those living in rural and marginalized communities.
2. Access to inclusive social protection programs tailored to address the unique obstacles encountered by African women and girls, encompassing access to education, childcare, healthcare and economic prospects
3. Advocating for women's entrepreneurship and facilitating their access to credit and financial services to enhance their economic autonomy and resilience against poverty.

On Strengthening Institutions:

1. Implementation and enforcement of legal frameworks and policies that are responsive to gender inequalities that safeguard women's rights and guarantee equal access to justice and decision-making processes across all levels. This

includes upholding the Maputo Protocol and accelerating its ratification, domestication and implementation.

2. Establishment of mechanisms to hold institutions accountable for their commitments to gender equality, including regular monitoring, evaluation, and reporting mechanisms.
3. Integration of gender mainstreaming into institutional frameworks, policies, and practices to guarantee inclusivity and responsiveness to the needs and priorities of African women and girls.

On Financing (Public Services, Debt, Tax and Care Economy)

1. Increase in public investment in essential services including education, healthcare, water, sanitation and social protection services to ensure universal access and quality for all, particularly women and girls, and to halt the privatization of public services.
2. Advocacy for debt relief and restructuring, as well as debt cancellation to alleviate the burden on African countries, enabling increased investment in social services and sustainable development initiatives that benefit African women and girls.
3. Enforcing progressive tax regulations that combat gender inequalities and promote equitable allocation of resources, while also addressing tax evasion and illicit financial flows.
4. Recognition, Reduction, Redistribution, Rewarding and Representation of unpaid care work in national accounting systems and budget allocations, while providing of public services and infrastructure to support caregivers and promote their active participation in the economy and society.

¹ Africa Disrupt, which is pioneered by the African Women's Development and Communication Network (FEMNET), The Africa Disrupt CSW was created to respond to the continued shrinking space for feminist and civil society engagement at the annual CSW sessions in New York.
² The NGO-CSW Africa Members include: (b) Women for a Change Cameroon (WfAC) representing Central Africa, (c) Women in Law and Development (WILDAR) representing West Africa, (d) Akinu Mama wa Africa (AMWA) representing East Africa, and (e) Women in Law in Southern Africa (WILSA) representing Southern Africa.



LE MANIFESTE DES FEMMES AFRICAINES POUR LA CSW68

Il n'y a pas de dignité sans les droits des femmes
africaines,
Notre dignité et notre identité ne sont pas
négociables,
Notre dignité, c'est notre liberté,
Notre dignité réside dans le pouvoir de notre voix,
Rien pour nous sans nous,
Respectez les femmes et les filles africaines !

Il n'y a pas de dignité sans sécurité pour les femmes.
Il n'y a pas de dignité sans respect des droits humains
des femmes et des filles africaines.
Il n'y a pas de continent africain sans dignité des
femmes africaines.
Notre dignité est assurée par l'autonomisation des
femmes et des filles africaines.
Reconnaître la dignité des femmes définit l'équilibre
des pouvoirs,
Valoriser les femmes et les filles africaines !



Histoire à impact

Sauti ya Wanawake Pwani (SYWP) Expérience CSW68

Sauti ya wanawake Pwani (SYWP), une organisation de base, s'engage depuis trois décennies dans la défense des droits des femmes et des filles au niveau régional et national. SYWP est membre du FEMNET et l'un des co-exécutants du projet « Promouvoir l'égalité des sexes grâce à la société civile » (AGECS). SYWP a participé activement aux processus de la CSW68 en assistant à l'Africa Disrupt et à la CSW68 à New York.

« Faire entendre la voix des communautés au sein de la CSW permet de mieux comprendre l'impact des décisions mondiales sur la promotion des droits des femmes et des filles. Cela a permis de découvrir les défis auxquels sont confrontés d'autres pays et les meilleures façons dont ils innovent pour soutenir les droits des femmes et des filles. Le lien avec l'Afrique Disrupt CSW68 a permis d'unifier les efforts de plaidoyer dans la région africaine. Cette opportunité a permis au SYWP de nouer facilement des contacts avec des responsables gouvernementaux clés, avec lesquels il aurait été difficile d'entrer en contact directement dans le cadre des activités quotidiennes du comité. Lors des sessions auxquelles j'ai participé, j'ai pu partager des informations et des pratiques précieuses provenant de femmes issues de la base dans la région côtière du Kenya, contribuant ainsi à un dialogue mondial sur l'autonomisation des femmes grâce au soutien institutionnel et aux initiatives communautaires. »

Violet Muthiga,
Directrice exécutive de Sauti Ya Wanawake (La voix des femmes)

Que voulons-nous ? La justice climatique MAINTENANT ! Co-diriger les solutions climatiques



Les déléguées du FEMNET à Bakou, en Azerbaïdjan, se joignent aux femmes, filles, féministes et militantes africaines à la COP29 pour mettre en lumière les préoccupations urgentes qui façonnent la réalité de l'Afrique. Des conflits croissants et de la montée des mouvements anti-genre aux impacts de plus en plus graves du changement climatique et à la crise de la dette qui s'aggrave, la délégation a amplifié les voix et les priorités des femmes africaines dans le cadre des négociations mondiales sur le climat.

FEMNET a renforcé son travail et sa position dans les espaces de défense de la justice climatique tout au long de l'année. À la suite de la 28e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP28), FEMNET a participé à la réflexion post-COP28 des organisations de la société civile africaine et à l'élaboration de la position africaine pour la COP29. La réunion a permis de mieux comprendre les résultats de la COP28 et les moyens d'intégrer la programmation pour une exécution stratégique en 2024. Parmi les résultats de la COP28 figure la mise en place du Fonds pour les pertes et dommages, dont la plupart des pays en développement devraient bénéficier. En solidarité avec les militants mondiaux qui maintiennent leur position et amplifient les appels en faveur du slogan « Mieux vaut pas d'accord qu'un mauvais accord », FEMNET a continué à faire pression en faveur d'un financement par subventions pour les groupes marginalisés et vulnérables lors du Sommet sur le climat COP29 à Bakou, en Azerbaïdjan.

FEMNET a également participé à la sixième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (UNEA-6), à la réunion régionale africaine sur le climat et le genre organisée par ONU Femmes, au Forum régional africain sur le développement durable (ARFSD) 2024, au Forum politique de haut niveau (HLPF) sur le développement durable 2024 et à la 60e session des organes subsidiaires de la CCNUCC à Bonn (SB60) dans le cadre du Women and Gender Constituency (WGC) et de l'African Women and Gender Constituency (Africa-WGC). La participation de FEMNET à tous ces différents événements a continué à renforcer considérablement la visibilité et le positionnement des militantes et des défenseuses africaines de la justice climatique à travers l'Afrique, grâce à l'élaboration conjointe de messages clés qui ont façonné les

documents finaux de ces espaces politiques. Notamment, lors de l'ARFSD 2024, le FEMNET a organisé un événement parallèle qui a mis en évidence le lien entre le changement climatique et l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP). La discussion a souligné à quel point les défis climatiques entravent de manière disproportionnée l'accès des filles et des jeunes femmes à l'éducation, en particulier dans les communautés marginalisées. Les filles et les jeunes femmes encouragées par le FEMNET à participer à l'ARFSD ont directement plaidé en faveur d'infrastructures éducatives résilientes au changement climatique, de formations aux compétences vertes et de politiques d'EFTP inclusives, ce qui a abouti à des recommandations politiques et à des engagements de la part des parties prenantes à soutenir des programmes éducatifs résilients au changement climatique et sensibles au genre à travers l'Afrique

FEMNET @FemnetProg

🇸🇩🇵🇸 Powerful insights emerged from yesterday's #GenderClimate action discussion! 🗣️

Women are key to building a climate-resilient continent. 🌍

We need gender-responsive solutions at the local level. 🔍

It's time to amplify women's voices in climate decision-making. 📣

#ARFSD2024

Climate finance needs to be viewed in the lens of its every day impact on women. Gender action plan-we need to focus on where the large

Young people need to consolidate their voices on matters affecting them especially agriculture and climate.

funding needs to go down to organizations and not agents. Specifically women's organizations.

As female Farmers, we have no access to funding. In between political instability and

Changement de pouvoir Perturber le pouvoir orthodoxe et les systèmes, structures et processus oppressifs



Lancement du Conseil consultatif des jeunes de l'Union européenne (EU YSB) au Kenya, une étape importante qui renforce l'engagement significatif des jeunes et crée une plateforme permettant aux jeunes âgés de 18 à 30 ans d'influencer les décisions, de façonner leur avenir et de stimuler le développement communautaire.

La création du mécanisme de dialogue inclusif entre l'UE et les OSC

FEMNET a lancé le projet « Meaningful Engagement for Transformative Action » (Engagement significatif pour une action transformatrice), qui vise à modifier les rapports de force en facilitant un engagement significatif entre les organisations de la société civile kenyane et l'Union européenne (UE). En créant des espaces de dialogue, il vise à influencer les politiques, à remettre en question les déséquilibres de pouvoir existants et à promouvoir des relations plus équitables dans la coopération entre l'UE et le Kenya entre 2024 et 2027. Le Youth Sounding Board (Comité consultatif des jeunes) YSB, composé de **15 membres** et créé en 2024, offre aux jeunes femmes et aux jeunes hommes la possibilité de contribuer à la programmation de l'Union européenne au Kenya, car qui mieux que les jeunes eux-mêmes sait ce dont ils ont besoin ?

En outre, la création du Mécanisme de dialogue inclusif (IDM) dans le cadre du projet META représente une avancée significative dans l'engagement de la société civile. Cette initiative rassemble des représentants des 47 comtés du Kenya afin de créer une plateforme opérationnelle pour un dialogue inclusif entre les OSC sur la numérisation, la transition verte, la gouvernance, la paix et la sécurité. Le comité directeur, composé de 18 membres issus de divers horizons, comprend des représentants de mouvements féministes et de groupes marginalisés, ainsi que des groupes de travail opérationnels chargés d'aborder les défis thématiques et de proposer des solutions concrètes. FEMNET a organisé le premier dialogue inclusif des OSC sur le Global Gateway en 2024, axé sur l'initiative de numérisation au Kenya. Cela a favorisé un engagement

« **Institutionnaliser les enseignements tirés et renforcer les mécanismes d'engagement structurés permettant aux acteurs locaux, aux OSC, à la délégation de l'UE et aux acteurs gouvernementaux de co-crée des solutions et de se tenir mutuellement responsables.** »

significatif entre les organisations de la société civile et la délégation de l'Union européenne au Kenya, avec la participation de 63 OSC. Le dialogue a permis aux OSC de mieux comprendre les objectifs et les principes de la phase II de l'initiative de l'UE « Action pour une numérisation centrée sur l'humain » (2025). Les OSC ont fourni des recommandations concrètes à l'Union européenne, abordant les préoccupations relatives à l'inclusivité, à la transparence, à la gouvernance, à la révision/formulation des politiques et à l'intégration des priorités locales dans les efforts de numérisation de Global Gateway. Un autre résultat notable en 2024 a été la participation accrue des organisations communautaires (OC), avec 58 représentants d'OSC, dont 18 jeunes, qui ont pris part activement au dialogue. Ce mécanisme transforme non seulement les structures du pouvoir, mais favorise également la confiance et la collaboration entre les parties prenantes, permettant ainsi d'apporter une contribution significative aux priorités clés de la coopération entre l'UE et le Kenya.

Repolitiser les programmes féministes dans les politiques et les pratiques



FEMNET a organisé une formation sur le leadership et l'autonomisation politique à Dodoma, invitant les femmes leaders actuelles et en devenir à développer leurs compétences, leur confiance et leur préparation à une participation politique efficace.


Lors du Sommet de l'avenir, le 22 septembre 2024, les dirigeants mondiaux ont adopté le Pacte pour l'avenir et ses annexes : **le Pacte numérique mondial** et la Déclaration sur les générations futures. Le Pacte pour l'avenir est un cadre négocié au niveau intergouvernemental qui vise à traiter les questions mondiales cruciales et à façonner un monde plus durable et plus équitable. Il comprend cinq chapitres consacrés au développement durable et au financement

du développement, à la paix et à la sécurité internationales, à la science, à la technologie, à l'innovation et à la coopération numérique, à la jeunesse et aux générations futures, et à la transformation de la gouvernance mondiale.

Dans le cadre des réunions préparatoires au Sommet de l'avenir, FEMNET a participé à la Conférence de la société civile des Nations unies de 2024, qui s'est tenue en mai 2024 afin de recueillir les contributions de la société civile pour alimenter le Pacte pour l'avenir. La déclaration écrite soumise par FEMNET a mis en évidence les questions en suspens dans le domaine des droits des femmes et a formulé des recommandations clés à l'intention des Nations unies pour l'élaboration du Pacte pour l'avenir. FEMNET, en tant que membre du Groupe principal des femmes, a soumis une déclaration appelant à la nécessité d'un Pacte pour l'avenir transformateur en matière de genre. Dans cette déclaration, FEMNET, en collaboration avec d'autres membres du Groupe principal des femmes, a appelé à la transition des lois commerciales mondiales inéquitables vers la reconnaissance de la marge de manœuvre politique des pays en développement en matière de diversification économique, la promotion d'emplois décents pour les femmes et la mise en œuvre de stratégies industrielles durables. Cet appel reflétait certaines des recommandations formulées dans le rapport de FEMNET intitulé « Analyse de l'impact sur le genre des comportements irresponsables des entreprises dans le commerce régional et les chaînes de valeur », que FEMNET a également présenté et officiellement lancé en marge de la Conférence des Nations unies sur la société civile de 2024, qui a réuni plus de 500 personnes. Alors que le projet initial du Pacte pour l'avenir ne mentionnait pas les règles commerciales mondiales, les première, deuxième, troisième et quatrième versions révisées incluaient une mesure visant à garantir que le système commercial mondial soit un moteur du développement durable. Le même engagement a été adopté dans le pacte final pour l'avenir. Dans le pacte final, les États membres des Nations unies se sont en outre engagés à mettre en place un système commercial multilatéral fondé sur des règles, non discriminatoire, ouvert, équitable, inclusif et transparent. En outre, dans le cadre de leurs décisions au titre de cette action, les États membres des Nations unies se sont engagés à faciliter l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce, en particulier pour les pays en développement.



Des femmes élues participent à la formation de renforcement des capacités organisée par FEMNET du 14 au 16 juin 2024. La session a réuni des femmes membres des assemblées de comté (MCA) afin de renforcer leur leadership, d'approfondir leurs compétences en matière de gouvernance et d'améliorer leur impact dans la fonction publique.



La session de renforcement des capacités co-organisée par FEMNET a réuni les 47 femmes élues membres de l'Assemblée du comté (MCA) au Kenya. Les sessions ont permis aux femmes MCA d'acquérir les connaissances et les outils nécessaires pour faire progresser les politiques et les pratiques sensibles au genre dans les processus de gouvernance locale. Faisant preuve d'un engagement fort, les femmes leaders ont élaboré des plans d'action visant à institutionnaliser l'égalité des sexes au sein de leurs systèmes et priorités respectifs au niveau du comté.

[Une analyse documentaire comparative sur les interventions politiques des femmes au Kenya, en Tanzanie et en RDC](#) a été réalisée et diffusée par FEMNET. Cette ressource, qui arrive à point nommé compte tenu des élections à venir dans ces trois pays, offre un aperçu nuancé et des informations sur la situation de la participation politique des femmes, les écarts persistants, et formule des recommandations essentielles sur la manière de faire avancer le programme en faveur du pouvoir politique des femmes.

FEMNET a renforcé les capacités de 43 participantes issues d'organisations de base de défense des droits des femmes sur la participation politique des femmes à Dodoma, en Tanzanie. La formation a contribué à améliorer les connaissances et la confiance des participantes dans les processus et procédures électoraux, notamment l'éducation des électeurs, l'enregistrement des candidats et l'observation des élections. Il s'agissait d'une étape importante pour inspirer les femmes leaders avant les élections de 2025 en Tanzanie.

Un effort concerté a été déployé pour renforcer les capacités des prestataires de soins de santé grâce à deux sessions de formation spécialisées axées sur la prestation de services adaptés aux besoins des clients dans le domaine de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR). Au total, 22 professionnels de la santé ont participé à ces sessions, qui ont servi de forum pour la diffusion des connaissances et la résolution collaborative des problèmes. La formation a permis aux prestataires de soins de santé d'acquérir les compétences nécessaires pour fournir des services non seulement efficaces, mais aussi respectueux et adaptés aux divers besoins des clients.

Dans le cadre du projet « Ma santé, mon droit » (MHMR), FEMNET, en partenariat avec Plan International, a organisé un programme de formation de quatre jours en Guinée-Bissau. Cette formation a permis à 25 participants d'acquérir les compétences nécessaires pour promouvoir une éducation sexuelle complète (ESC) adaptée à l'âge dans les sous-régions de l'Afrique occidentale et centrale. Une formation des formateurs (FdF) organisée par FEMNET en Guinée Conakry a réuni des OSC de Sierra Leone, du Bénin, du Burkina Faso, de Guinée et du Togo, qui ont acquis des compétences et des connaissances pour promouvoir l'accès à l'éducation sexuelle complète (ESC) et à la santé et aux droits sexuels et reproductifs (SDSR).

Dans le comté de Kisumu, au Kenya, FEMNET a collaboré avec les principales parties prenantes, notamment le groupe de travail technique et les formateurs de l'EFTP, afin d'élaborer une politique d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) visant à permettre aux filles et aux jeunes femmes de s'épanouir dans la formation professionnelle. Ce processus consultatif se poursuivra afin de garantir l'allocation des budgets et la mise en œuvre de mesures tenant compte des questions de genre. FEMNET a également défendu le projet de loi RMCAH (Reproductive, Maternal, Newborn, Child & Adolescent Health) de Siaya, jetant ainsi les bases d'un avenir plus sain pour les filles et les femmes du comté.

Histoire à impact !

Victoire politique pour le comté de Siaya au Kenya

Jusqu'en 2024, le comté de Siaya ne disposait d'aucun cadre politique en matière de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente (RMNCAH). Pendant la pandémie de COVID-19, le comté a connu une augmentation des grossesses chez les adolescentes, tandis que d'autres services liés à la santé et aux droits sexuels et reproductifs (SRHR) ont connu un déclin. Les soins de santé sont un droit fondamental, mais de nombreux habitants du comté de Siaya, en particulier les femmes, les enfants et les adolescents, ont eu des difficultés à accéder à des services de qualité.

L'organisation membre de FEMNET basée dans le comté de Siaya, Nyimine Empowerment CBO (NYECBO), a joué un rôle essentiel dans la promotion et l'adoption de la loi RMNCAH du comté de Siaya, 2024. Cette législation historique fournit un cadre juridique solide pour améliorer les services RMNCAH dans le comté. Elle représente également une initiative audacieuse de la part du comté. Les dirigeants à renforcer les systèmes de santé et à garantir un accès équitable à des soins de santé de qualité à tous les citoyens, indépendamment de leur âge ou de leur sexe. FEMNET, en collaboration avec NYECBO, a facilité les efforts de lobbying ciblés en mobilisant les membres de l'Assemblée du comté (MCA) et en amplifiant la voix des détenteurs de droits et de la communauté d'action afin d'influencer efficacement l'élaboration du projet de loi. Ce positionnement stratégique a permis au représentant de NYECBO d'obtenir un siège au sein de l'équipe de coordination du comté et de participer aux réunions techniques du gouverneur pour la rédaction du projet de loi.

Accompagnée par les représentants des titulaires de droits du NYECBO, la FEMNET a veillé à ce qu'ils participent de manière significative au processus de rédaction. Des sessions préparatoires virtuelles ont permis aux titulaires de droits d'acquérir les connaissances et les outils nécessaires pour naviguer efficacement dans les processus législatifs. Des liens ont été établis avec les principales parties prenantes impliquées dans la motion, permettant aux défenseurs des titulaires de droits de mieux comprendre l'ensemble du processus législatif.

FEMNET a également identifié un allié masculin influent, le membre de l'Assemblée du comté, l'honorable Ben Adala, qui s'est fait le champion de l'adoption du projet de loi. Le processus d'adoption de la loi RMNCAH a été façonné par divers groupes de parties prenantes, notamment des politiciens, des détenteurs de droits et des décideurs politiques, qui ont chacun apporté leur point de vue unique, mais qui étaient unis par un objectif commun : améliorer l'accès aux soins de santé et l'équité dans le comté de Siaya.

L'un des aspects les plus marquants de ce processus de plaidoyer a été la participation active des titulaires de droits, en particulier les femmes et les adolescents, qui ont été en première ligne pour exprimer leurs expériences vécues, leurs besoins et leurs aspirations. Leurs voix nous rappellent que les soins de santé ne se limitent pas à la prestation de services, mais qu'ils concernent avant tout des individus autonomes qui font des choix éclairés et prennent en main leur santé et leur bien-être.

Les efforts concertés de plaidoyer du NYECBO ont considérablement influencé l'élaboration de la loi RMCAH 2024 de Siaya. Grâce à un plaidoyer stratégique, à l'engagement des parties prenantes et au renforcement des capacités, cette initiative a favorisé une approche plus inclusive de la santé reproductive dans le processus d'élaboration des politiques, démontrant ainsi l'importance de la collaboration pour obtenir des résultats législatifs significatifs. Fondamentalement, la loi RMNCAH constitue une étape décisive vers le renforcement des infrastructures de santé du comté de Siaya, rendant les services plus accessibles, plus équitables et plus inclusifs. Elle garantira également que chaque femme et chaque fille puisse exercer son droit à la santé et prendre ses propres décisions en matière de santé reproductive, sans craindre la mortalité maternelle.

Faits marquants concernant les espaces de plaidoyer politique plus stratégiques en 2024



FEMNET a organisé une session lors du Symposium des femmes sur les industries extractives dans le cadre de l'Alternative Mining Indaba 2024 (AMI2024) et a coorganisé une session en partenariat avec le Youth for Tax Justice Network (YTJN) sur les jeunes et les industries extractives.



Lors de la formation sur le plaidoyer fondé sur les données, FEMNET a appelé à l'institutionnalisation et à l'utilisation des données sur le genre dans le plaidoyer. Une série de sessions de renforcement des capacités destinées aux jeunes défenseurs de l'égalité des sexes afin de façonner et d'affiner leurs efforts de plaidoyer.



FEMNET a animé des sessions sur « Le rôle des médias dans la défense de la justice économique pour les femmes : focus sur les droits de tirage spéciaux (DTS) » lors de la formation des journalistes AFROMEDI organisée en collaboration avec AFRODAD à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Cette initiative s'inscrivait dans le cadre d'efforts plus larges visant à consolider la stratégie continentale de plaidoyer en matière de formation des médias et la stratégie de plaidoyer sur les DTS.



Lors de la réunion 2024 du GIMAC (Gender Is My Agenda Campaign) qui s'est tenue à Addis-Abeba en février 2024, FEMNET a permis à cinq de ses membres de participer à cette réunion annuelle organisée en marge du sommet de l'Union africaine. Le GIMAC 2024 a été une plateforme permettant à la société civile de s'engager et d'influencer les États membres de l'UA sur le thème de la transformation de l'éducation pour l'égalité des sexes et la durabilité.



FEMNET a aidé cinq de ses membres à participer en tant que panélistes à la Conférence régionale africaine sur la santé reproductive, qui s'est tenue du 1er au 4 juin à Mombasa, au Kenya. Leur participation reflète non seulement la reconnaissance croissante des titulaires de droits en tant qu'experts dans leur domaine, mais souligne également l'importance de leur voix dans l'élaboration des politiques de santé à travers le continent.

Une histoire qui a eu un impact !

Forum fructueux et couronné de succès sur la défense des droits en Ouganda

En mars 2024, à l'occasion de la Journée internationale des femmes, les partenaires du FEMNET en Ouganda ont coorganisé un dialogue de haut niveau sur le financement inclusif pour le leadership et l'autonomisation économique des femmes. L'événement a réuni des représentants du ministère du Genre, du ministère des Finances et du Parlement, ainsi que des membres de la société civile, des leaders culturels et des organisations dirigées par des jeunes. Le dialogue national de plaidoyer s'est concentré sur l'accès limité des femmes aux ressources financières et aux opportunités économiques, en particulier celles issues de communautés marginalisées. Les partenaires ont fait part de leurs préoccupations concernant les obstacles structurels et institutionnels qui empêchent les groupes marginalisés, en particulier les femmes rurales, de bénéficier pleinement des fonds de développement gérés par le gouvernement, tels que le Programme pour l'entrepreneuriat féminin, le Modèle de développement paroissial et le Programme pour les moyens de subsistance des jeunes. Ils ont appelé à des politiques budgétaires plus inclusives et à des politiques de financement sensibles au genre.

En outre, le dialogue a porté sur la faible mise en œuvre de la loi sur la violence domestique (2010) et de la loi sur la commission pour l'égalité des chances (2007), ainsi que sur le manque de sensibilisation aux politiques en matière de succession et de droits fonciers, qui touchent de manière disproportionnée les veuves et les adolescentes. L'événement a eu pour résultat immédiat que le ministère du Genre et des Services sociaux et d'autres responsables participants ont reconnu les problèmes soulevés et se sont engagés à intégrer les recommandations dans les cadres de planification nationaux. Ils ont spécifiquement fait référence au prochain Plan national de développement IV et à de nouveaux programmes, tels que le programme GROW financé par la Banque mondiale, qui visent à améliorer l'accès des femmes au financement.

Amplifier les voix

Réclamer l'autonomie et le leadership des femmes et des filles africaines



Les participantes à l'Académie africaine de macroéconomie féministe (AFMA) présentent leurs certificats à l'issue de la formation sur la justice économique féministe. Depuis sa création en 2017, l'AFMA est devenue le programme phare de FEMNET en matière de renforcement des capacités, formant plus de 200 anciennes élèves, notamment des organisations de défense des droits des femmes, des militantes pour l'égalité des sexes, des leaders de mouvements, des chercheuses et des journalistes, afin de faire progresser la réalisation des droits des femmes à travers l'Afrique.

En octobre 2024, dans le cadre de notre initiative phare de renforcement des capacités, l'Académie africaine de macroéconomie féministe (AFMA), nous avons approfondi l'analyse et la consolidation des perspectives féministes sur le financement du développement. Représentant le Ghana, le Rwanda, la Tanzanie, l'Ouganda, le Liberia, la Tunisie, l'Éthiopie, le Togo, l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Zimbabwe, le Malawi, la République démocratique du Congo et le Kenya, 49 militantes et défenseuses féministes ont obtenu leur diplôme, ajoutant de nouvelles voix aux anciennes élèves de [#Femonomics](#), prêtes à utiliser leurs outils et leur [audace pour perturber](#) la demande d'économies équitables et inclusives qui reconnaissent et valorisent les contributions des femmes tout en s'attaquant aux inégalités systémiques persistantes.

[Cliquez pour lire « Explorer les approches féministes du financement du développement » – Rapport AFMA 2024](#)



« Mon expérience à l'Académie africaine de macroéconomie n'a pas été seulement éducative ; elle a été un catalyseur d'inspiration et d'action. J'en suis repartie avec un engagement renouvelé envers mon travail à impact social, qui vise à promouvoir et à faire progresser la santé et les droits socio-économiques des filles et des jeunes femmes au Botswana et dans le reste de la région de l'Afrique australe. »



L'économie politique ne se résume pas à des chiffres et des faits ; elle concerne la vie des gens et la répartition du pouvoir, du travail et des richesses. Une réinterprétation féministe permet de prendre en compte toutes les contributions, notamment celles des femmes marginalisées.

- Leah Erenyu

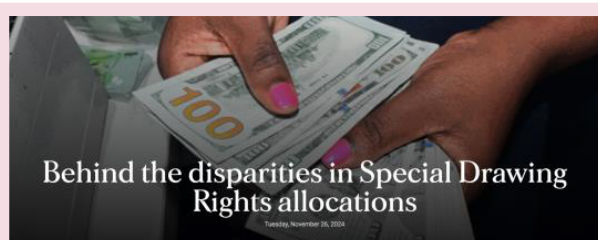
Les alternatives économiques féministes prouvent qu'il est possible de créer des économies qui profitent à tous, et non à une poignée de privilégiés. Ces exemples du monde entier nous montrent ce qui est possible lorsque l'on privilégie l'entraide et la solidarité.



- Yamina Ouldali, GADN

En partenariat avec le Mouvement MENAFem pour la justice économique, le développement et l'écologie, FEMNET a co-organisé l'AFMA Afrique du Nord à Marrakech, au Maroc, sur le thème « Explorer la féminisation de l'agriculture dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la résilience climatique ». L'Académie a réuni 15 militantes féministes et défenseuses des droits des femmes spécialisées en macroéconomie féministe, représentant l'Égypte, le Maroc et la Tunisie, dont les connaissances et la compréhension ont été enrichies par la promotion d'une transition équitable, donnant la priorité à la participation significative des femmes au débat sur les politiques agricoles.

Couverture médiatique par des journalistes formés sur le DTS en Ouganda



Behind the disparities in Special Drawing Rights allocations

Derrière les disparités dans l'attribution des droits de tirage spéciaux



SDR: How Uganda used IMF's Covid-19 funding

DTS : Comment l'Ouganda a utilisé le financement Covid-19 du FMI

Il est essentiel que les discussions autour des droits de tirage spéciaux (DTS) incitent les pays à allouer des DTS pour répondre aux besoins et aux priorités des femmes et des filles, qui sont souvent les plus vulnérables dans la société. En octobre 2024, FEMNET a organisé une formation sur les droits de tirage spéciaux (DTS) pour les médias, sur le thème « *Plaidoyer médiatique et reprise économique féministe panafricaine : focus sur la formation aux droits de tirage spéciaux* ». Cette formation a permis aux journalistes d'acquérir des connaissances sur les DTS et sur la manière de les intégrer dans leurs reportages avec une approche féministe.

Une histoire qui a eu un impact !

Le talk-show national « Climate Chat »

Grâce au mentorat continu et au soutien financier de l'organisation Education as a Vaccine (EVA) au Nigeria, Zainab O. Sanni a lancé une émission intitulée « *The Climate Chat* » sur la chaîne Africa Independent Television (AIT), qui touche des millions de téléspectateurs et sensibilise davantage le public aux questions de justice climatique.

Zainab, une journaliste de 27 ans ayant plus de sept ans d'expérience dans le journalisme d'investigation et la vérification des faits, a participé à l'atelier « *Effective Climate Justice Journalism* » (Journalisme efficace en matière de justice climatique), organisé par EVA Nigeria. Selon Zainab, cet atelier a marqué un tournant dans sa carrière, lui permettant de mieux comprendre les effets disproportionnés de la crise climatique sur les groupes marginalisés, en particulier les femmes, les filles et les personnes handicapées. L'atelier avait pour objectif non seulement d'améliorer les compétences techniques des participants en matière de reportage, mais aussi de faire évoluer le discours dominant sur le climat en y intégrant les perspectives de genre et de justice sociale. Cette réussite met en évidence le pouvoir des programmes de renforcement des capacités ciblés pour transformer les discours et favoriser un changement systémique dans les médias. The Show continue d'amplifier les discours inclusifs sur la justice climatique.

Education as a Vaccine (EVA) est membre du FEMNET et l'un des co-responsables de la mise en œuvre du projet Les militantes africaines pour la justice climatique (AACJ).



Recueil d'histoires illustrant une approche fondée sur les droits pour la justice économique des femmes.

Les prouesses numériques et les campagnes stratégiques en ligne de FEMNET en 2024

Au fil des ans, FEMNET a mobilisé, co-organisé et co-animé des campagnes de sensibilisation hors ligne et en ligne sur mesure, ciblant un large public, avec pour objectif clair d'influencer les politiques et les pratiques, de bouleverser les habitudes et de proposer des alternatives, de partager les connaissances et de rendre visibles les femmes et les filles dans toute leur diversité.

L'utilisation innovante des plateformes numériques et des réseaux sociaux par FEMNET lui a permis de mobiliser efficacement, d'influencer les politiques, de s'engager, de créer des réseaux, d'assurer un suivi et de partager des informations de manière plus fluide avec ses membres, ainsi que de coordonner ses membres et le mouvement féministe au sens large lors de moments clés. En 2024, FEMNET a lancé, rejoint et contribué à des discussions en ligne organisées autour des hashtags suivants : -

[#BeijingPlus30](#)

[#SRHRDialogues](#)

[#ISpeak4Myself](#)

[#SheLeads](#)

[#Femonomics](#)

[#TradeTuesdays](#)

[#FeministCOP](#)

[#FeministClimateJustice](#)



Âme féministe panafricaine Faire de FEMNET un réseau dynamique et doté de ressources suffisantes, fondé sur les principes panafricains et féministes

.....

FEMNET a continué à renforcer ses structures internes afin de garantir la solidité de son organisation panafricaine. Le personnel a été formé à l'utilisation du système de planification des ressources d'entreprise (ERP) afin de garantir une plus grande efficacité des processus financiers et d'approvisionnement. Afin de garantir le respect des normes les plus strictes en matière de protection des données entantqu'organisation associative, le personnel de FEMNET a suivi une formation sur la protection des données et la sensibilisation à la cyber sécurité. Tout au long de l'année, nous avons organisé des moments de réflexion sur nos programmes, notamment des réunions mensuelles d'évaluation, des sessions de réflexion en milieu et en fin d'année, afin d'améliorer nos programmes.

.....

Leçons apprises au fur et à mesure que nous avançons

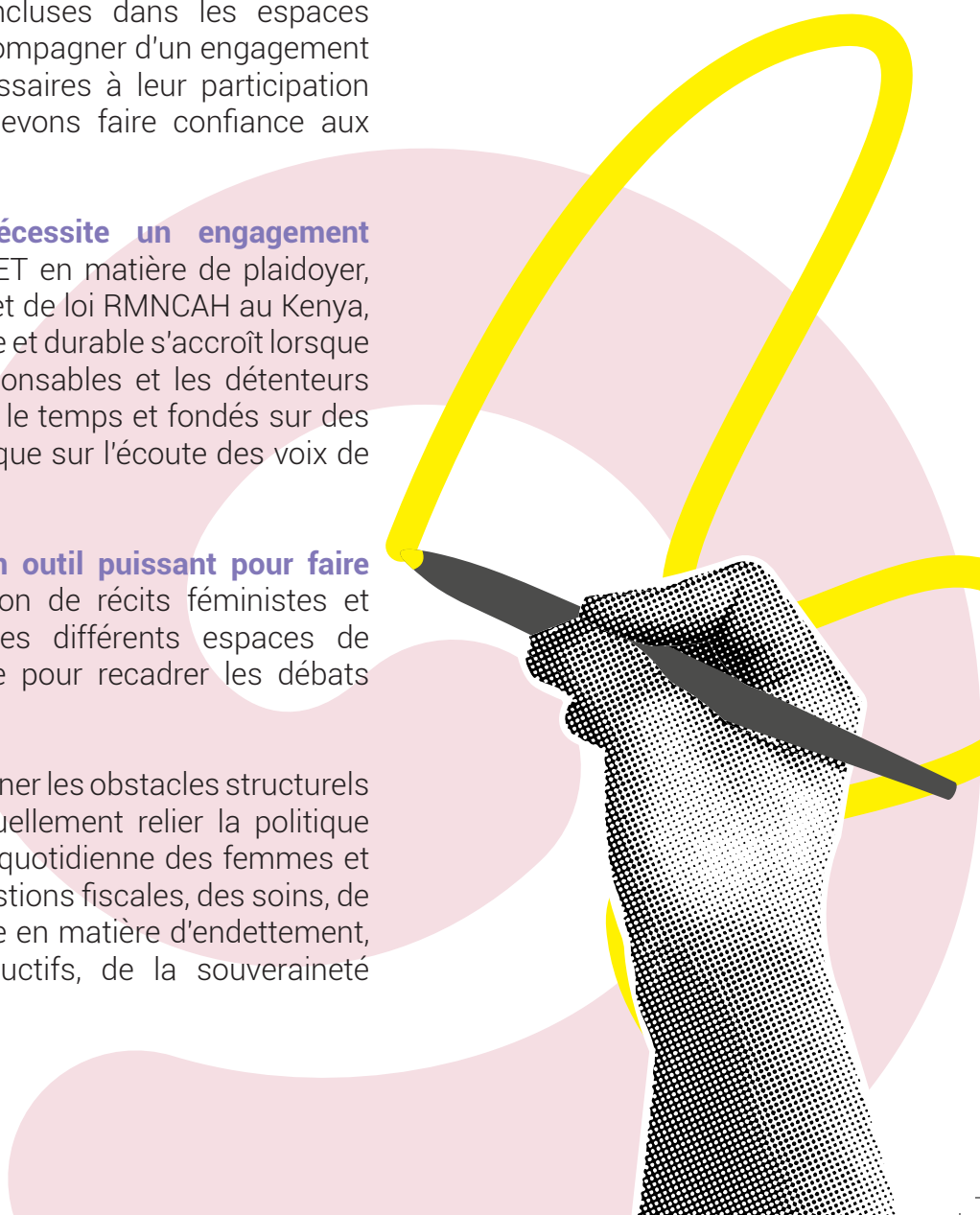
Le financement féministe flexible fonctionne. Nous devons continuer à amplifier les appels urgents en faveur de subventions directes, essentielles, pluriannuelles et flexibles afin de renforcer l'agilité et la résilience des organisations de défense des droits des femmes, leur permettant ainsi de répondre aux besoins et aux crises spécifiques à chaque contexte à tous les niveaux, du niveau communautaire au niveau régional et mondial.

Notre véritable objectif est d'investir dans le leadership intergénérationnel et la création de mouvements transversaux. Les jeunes féministes, dans toute leur diversité, doivent être incluses dans les espaces décisionnels, et cela doit s'accompagner d'un engagement à fournir les ressources nécessaires à leur participation pleine et effective. Et nous devons faire confiance aux jeunes leaders !

Influencer les politiques nécessite un engagement soutenu. Le succès de FEMNET en matière de plaidoyer, par exemple l'adoption du projet de loi RMNCAH au Kenya, démontre que l'influence directe et durable s'accroît lorsque les partenariats entre les responsables et les détenteurs de droits sont maintenus dans le temps et fondés sur des données et des preuves, ainsi que sur l'écoute des voix de la communauté.

Raconter des histoires est un outil puissant pour faire évoluer les choses. L'utilisation de récits féministes et d'expériences vécues dans les différents espaces de plaidoyer s'est avérée efficace pour recadrer les débats sous l'angle de la justice.

Économie féministe. Pour éliminer les obstacles structurels et systémiques, il faut continuellement relier la politique macroéconomique à la réalité quotidienne des femmes et des filles, qu'il s'agisse des questions fiscales, des soins, de la crise climatique, de la justice en matière d'endettement, des droits sexuels et reproductifs, de la souveraineté alimentaire, etc.



États financiers

ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 2024 ET 2023

ASSETS	2024	2024	2023	2023
	(KSHS)	(USD)	(KSHS)	(KSHS)
Actifs non courants				
Immobilisations corporelles nettes de l'amortissement cumulé	59,491,590	460,131	46,719,235	298,599
Intangible assets	1,106,788	8,560	1,475,718	9,431
Actifs courants				
Liquidités et soldes bancaires	1,219,861,924	9,434,885	1,208,265,103	7,722,428
Comptes débiteurs	67,474,132	521,871	65,462,601	418,394
Total des actifs courants	1,287,336,056	9,956,756	1,273,727,704	8,140,822
Dettes courantes				
Comptes fournisseurs	49,687,422	384,300	15,488,756	98,994
Revenu différé non soumis à restriction	244,179,007	1,888,575	244,044,925	1,559,774
Revenu restreint différé	788,160,655	6,095,941	624,745,636	3,992,958
Endettement total	1,082,027,084	8,368,816	884,279,317	5,651,726
Actif net courant	205,308,972	1,587,940	389,448,387	2,489,096
Avoirs nets	265,907,350	2,056,631	437,643,340	2,797,126
Représenté par :				
Fonds du programme	172,124,627	1,331,278	117,866,998	753,328
Réserve de devises étrangères telle que retraité	93,782,723	725,353	319,776,342	2,043,798
Total des fonds	265,907,350	2,056,631	437,643,340	2,797,126

ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 2024 ET 2023

ASSETS	2024	2024	2023	2023
REVENU	(KSHS)	(USD)	(KSHS)	(KSHS)
Revenus provenant de subventions restreintes	967,663,897	7,174,020	673,892,561	4,821,543
Revenus provenant de subventions sans restriction	92,915,882	686,755	13,912,775	99,532
Autres revenus	4,357,779	32,351	30,605,965	218,977
Revenu total	1,064,937,558	7,893,126	718,411,301	5,140,052
EXPENDITURE				
Dépenses du programme	708,465,819	5,258,476	632,124,851	4,522,679
Frais d'établissement	10,860,044	80,622	10,560,712	75,560
Frais administratifs	291,354,067	2,162,954	88,751,581	634,994
Total des dépenses	1,010,679,930	7,502,052	731,437,144	5,233,233
Solde pour l'année	54,257,628	391,074	13,025,843	93,181

Le bilan financier de FEMNET clôture l'exercice 2024 avec un actif net de **265 907 350 KES (2 056 631 USD)**.

FEMNET a enregistré un revenu de **1 064 937 558 KES (7 893 126 USD)** au cours de l'exercice financier 2024. L'organisation a continué d'afficher des ratios de dépenses très élevés, les dépenses liées aux programmes représentant 70 % des dépenses totales.

Les dépenses et les éléments connexes présentés correspondent aux opérations menées dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie 2020 de FEMNET, conformément à sa mission. Les opérations menées au cours de l'année ont tenu compte des opportunités les plus importantes et les plus pertinentes qui se sont présentées pendant la période considérée. Le réseau a déployé des efforts inestimables pour évaluer et échanger des idées et des expériences sur les systèmes, les politiques, les bonnes pratiques, la qualité des programmes et les stratégies avec 17 organisations régionales pour les femmes (WRO), qui ont obtenu des subventions secondaires en 2024. Les opérations de 2024 comprennent le versement de 609 270 dollars américains à des co-demandeurs et à des partenaires de mise en œuvre sous forme de subventions secondaires et/ou à des membres de la coalition, et d'autres organisations de protection des droits des femmes devraient bénéficier d'un financement en 2025..

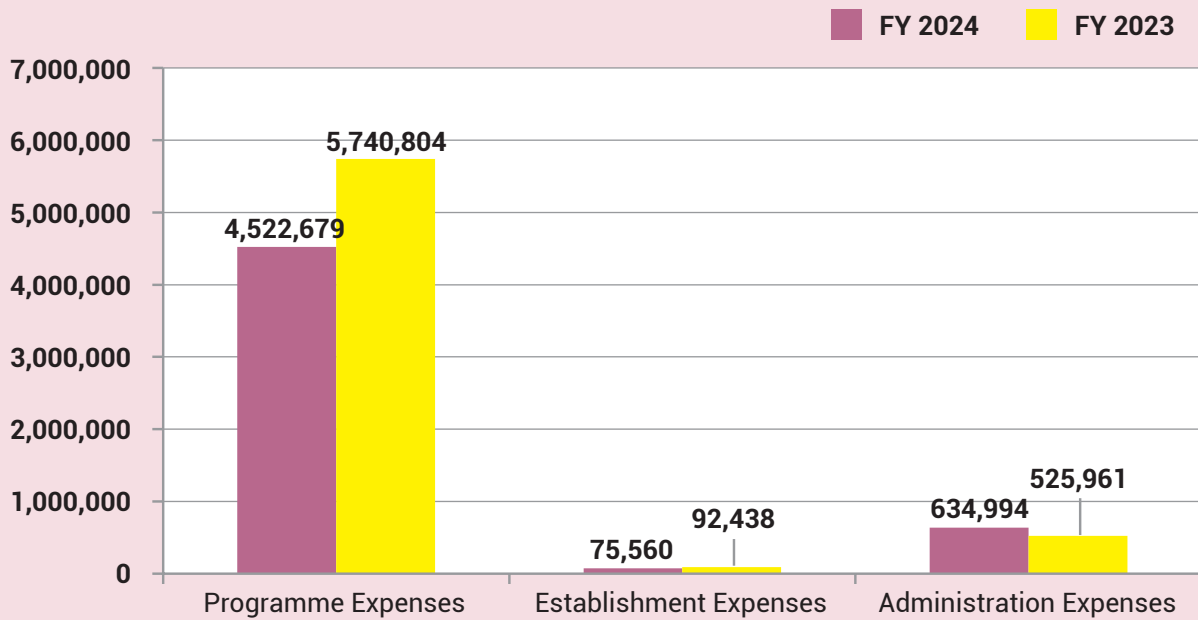
We have been able to implement our activities in sustainable way and we aim to drive sustainability agenda to all our stakeholders to always consider the ecological, economic and social impacts of our work.

Les actifs comprennent un terrain de 2 acres situé dans la banlieue de Nairobi, dont le coût d'acquisition (2012) est présenté, et dont la valeur estimée par les administrateurs au 31 décembre 2024 s'élève à **42 millions de KES (325 918 USD)**, contre un prix d'achat de **10 millions de KES (97 276 USD)**.

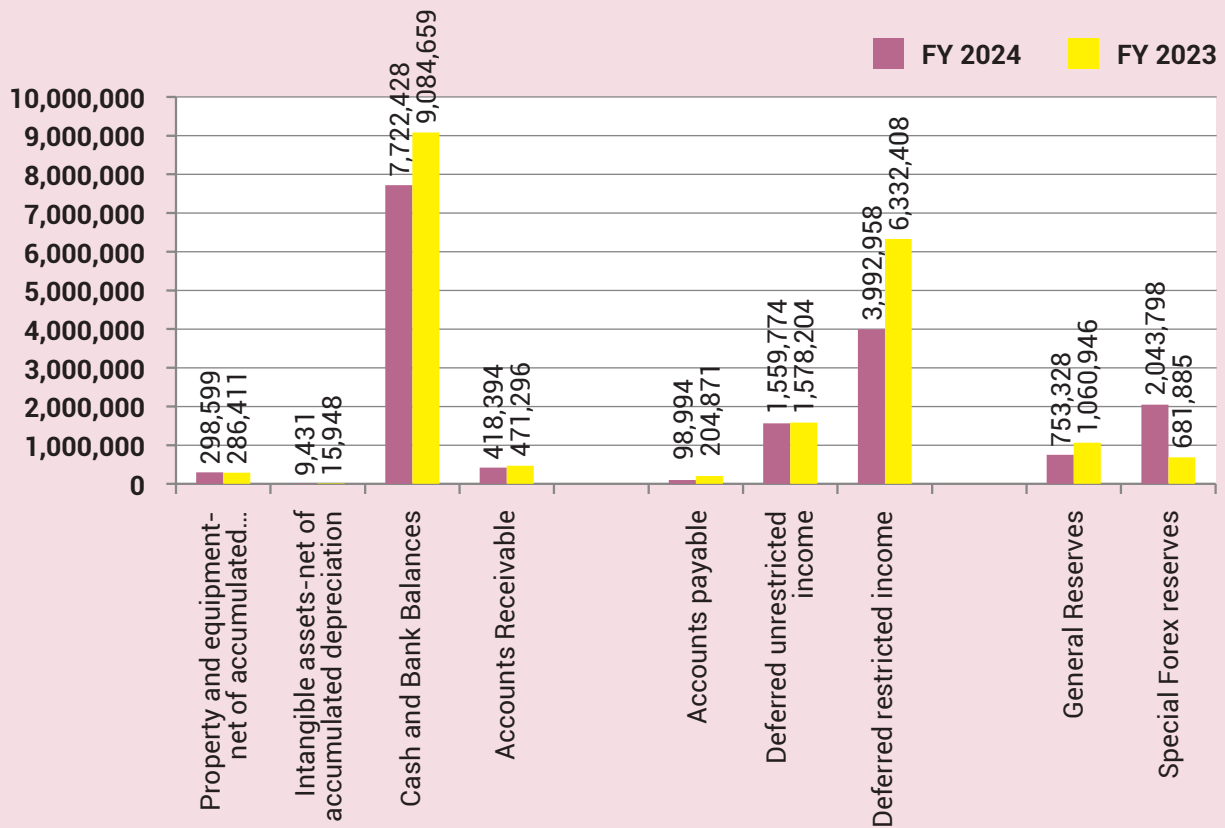
**Les états financiers sont établis en kényans shillings (KES) comme monnaie de base. À des fins de reporting, les soldes de l'exercice en cours ont été convertis en dollars américains (USD) au taux de fin d'année de 1 USD = 129,29 KES pour les éléments du bilan, selon le taux au comptant pour les subventions reçues au cours de l'exercice et selon le taux moyen annuel de 1 USD = 134,70 KES pour les autres éléments du compte de résultat.*

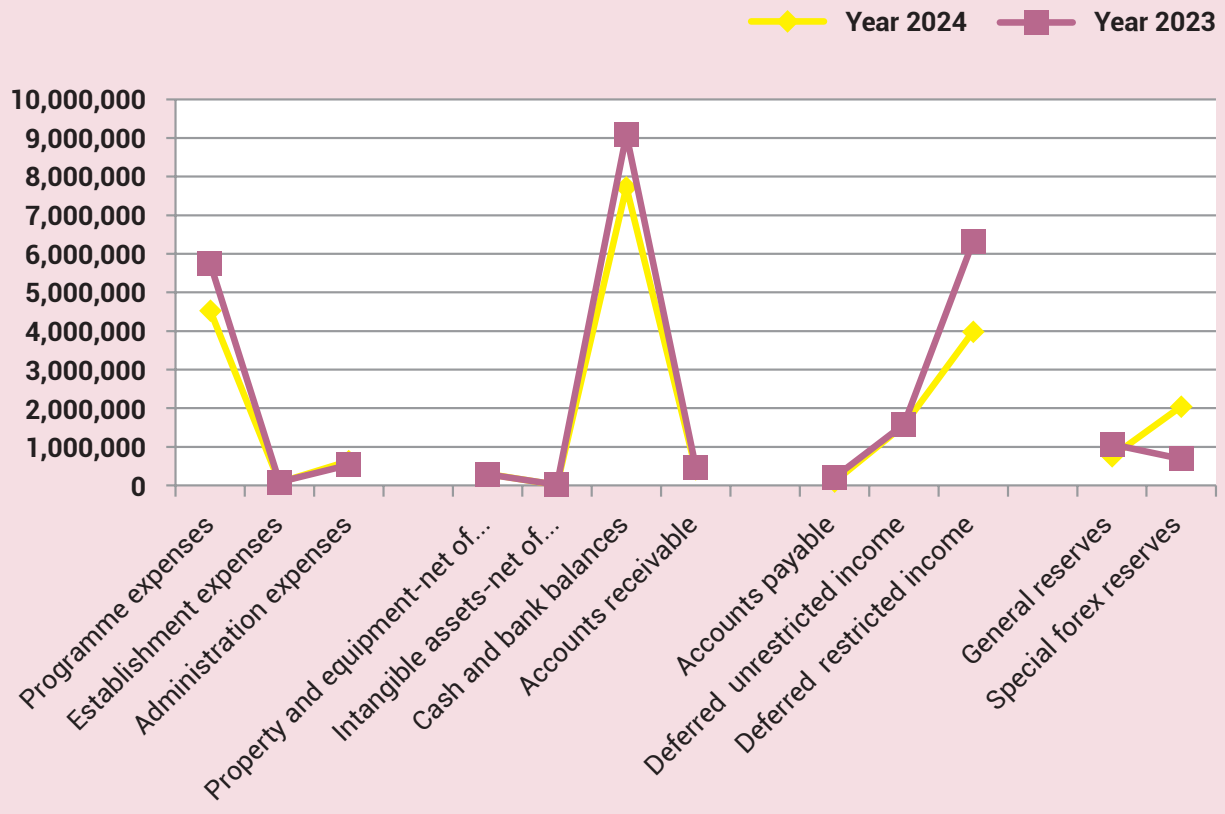
Les rapports financiers publiés sont des extraits des états financiers et rapports audités. Les états financiers de FEMNET ont été audités de manière indépendante par le cabinet d'audit BDO East Africa Kenya et ont reçu une opinion d'audit sans réserve quant à leur présentation fidèle, conformément aux normes internationales d'audit (ISA).

DÉPENSES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2024 ET CHIFFRES COMPARATIFS POUR L'ANNÉE 2023 EN DOLLARS AMÉRICAINS



ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE DU 31 DÉCEMBRE 2024 ET 2023







The African Women's
Development and
Communication Network



| www.femnet.org